



Santé
Réduction des Risques
Usages de Drogues

SWAPS n° 39



Dossier Crack

Les "Etats généraux du crack" à la recherche de réponses concrètes

par Philippe Périn



Mardi 14 juin se sont tenus à la mairie du 18^e arrondissement de Paris des "états généraux" sur le crack, l'errance et la polytoxicomanie en présence de tous les responsables politiques, administratifs et associatifs concernés. Une manifestation avait été organisée devant la mairie par un collectif de riverains en colère en guise de préambule à ce débat qui a vu s'affronter dans une salle comble partisans et adversaires de l'ouverture de lieux d'accueil pour crackers.

Un csst dédié au crack

En ouverture, Didier Jayle, le président de la Mildt, a tout d'abord pointé les trois priorités du gouvernement : répression, amélioration de l'offre de soins, hébergement. Puis il a annoncé d'une part l'ouverture en 2006 d'un "CSST* à orientation crack" en aménageant un centre médical animé par une équipe de médecins, d'infirmières et de psychiatres dans les locaux rénovés de l'association Espoir Goutte-d'Or, d'autre part la prochaine création d'une structure d'hébergement pour les femmes seules ou avec des enfants *"dans un département de la petite couronne"*.

Jean-Michel Costes, le directeur de l'OFDT, a ensuite présenté un état des lieux de la consommation de crack en France, évaluant entre 6000 et 10000 le nombre total d'utilisateurs, ceux-ci étant essentiellement répartis entre les Antilles, la Guyane et l'Ile-de-France. Ces utilisateurs appartiennent à deux populations bien distinctes. La plus ancienne est celle des fumeurs de crack, qui vivent dans une grande précarité et souffrent d'une désinsertion sociale forte et d'une image négative, souvent même chez les consommateurs eux-mêmes. A cette population dont le nombre est relativement stable s'oppose celle des utilisateurs de "free-base" issus du milieu festif, qui, elle, est en forte augmentation. Ce produit, qui n'est pas chimiquement différent, véhicule pourtant une image nettement plus positive.

Le directeur de l'OFDT a par ailleurs pointé le lien entre la nature compulsive de la

consommation de crack et la proximité qu'elle entraîne entre les lieux de vente, de consommation et de prostitution.

Deux visions

Deux visions se sont ensuite affrontées au fil des interventions. Affirmant que la concentration d'usagers de drogue dans l'arrondissement est directement liée au nombre de structures d'accueil, certains habitants des quartiers concernés (la Goutte-d'Or, Château-Rouge, et plus généralement le nord-est de Paris et les banlieues limitrophes) refusent toute ouverture supplémentaire. Face à eux, l'autre partie de l'assemblée a au contraire plaidé pour ce type de structure, à l'image d'Eric Labbé, président de l'association Stalingrad quartier libre, très applaudi après avoir lancé : *"Si les usagers de drogue ne peuvent être nulle part, ils continueront à être dans nos immeubles et nos cages d'escalier."*

Le cas Rotterdam

Dans cette ambiance polémique, l'intervention de Cas Barendrogt, qui présentait le programme mené à Rotterdam, aux Pays-Bas, laissait un tant soit peu rêveur. Côté répression : interdiction d'attroupements, de boire de la bière dans la rue, mise en place de caméras de surveillance et d'une permanence de signalisation des nuisances, etc. Côté prévention : 150 places d'accueil de nuit (pour une ville de 600000 habitants) proposées aux crackers, ainsi que des emplois à la journée (nettoyage du métro...), sans parler de 8 salles de consommation réparties dans différents quartiers. L'une d'entre elles se tient dans une église, et on peut même y acheter du crack...

*CSST : centre de soins spécialisés en toxicomanie